

## **6. CONCLUSION GÉNÉRALE :**

**« Cette fois, en finir avec la démocratie<sup>88</sup> »**

**Lors des quatre conférences précédentes, j'ai présenté quatre moments remarquables de l'effort de redéfinition du libéralisme :**

- 1. Le débat Lippmann-Dewey des années 1920 (8/12/2021),**
- 2. Le colloque Lippmann d'août 1938 (15/12/2021),**
- 3. L'ordolibéralisme des années 1930 et d'après-guerre (19/01/2022)**
- 4. La cinquième conférence, le 26 janvier, consacrée à Hayek, a présenté des thèses élaborées - pour l'essentiel - entre les années 1940 et les années 1970, c'est-à-dire pendant une quarantaine d'années.**

**Le 2 février, Robert Charvin a plaidé pour la VI<sup>e</sup> République ; et, aujourd'hui, nous concluons<sup>89</sup>.**

**L'un des fils directeurs de cet ample effort de réflexion est la mise en cause des institutions démocratiques ; celle-ci est présente déjà chez Lippmann ; le colloque Lippmann de 1938 la laisse un peu de côté pour ne pas compromettre l'adoption de l'agenda du libéralisme ; l'ordolibéralisme d'un Eucken est également antidémocratique ; même orientation antidémocratique, enfin, chez Hayek, et en beaucoup plus prononcé.**

<sup>88</sup> Titre de l'ouvrage publié par Susan Georges en 2012 au Seuil.

<sup>89</sup> Conclusion par anticipation le 9 février puisque deux conférences, qui n'ont pu avoir lieu en raison de l'indisponibilité des conférenciers, restent alors à reprogrammer.

La question que je me pose aujourd'hui est la suivante : quels fruits va donner cette vaste mobilisation intellectuelle dont nous avons parcouru certains moments remarquables ? Après la théorie, quelle pratique ? Quels travaux pratiques ? Je reprends donc l'histoire des idées que j'ai brossée, mais du point de vue des actes, cette fois-ci ; du point de vue des politiques qu'elle a inspirées.

Dans une 1<sup>ère</sup> partie, Il s'agira surtout de rappeler quelles grandes initiatives politiques ont marqué le demi-siècle écoulé en ce qui concerne la question démocratique au sens large. Nous verrons que la plupart d'entre elles font écho avec telle ou thèse que nous avons pu rencontrer tout au long de notre parcours. Nous verrons aussi que leur mise en perspective permet de bien en faire ressortir le sens, ce sens qui – sur le moment – nous a bien souvent échappé.

Dans une seconde partie, je vous proposerai une présentation synthétique du discours néolibéral, sans oublier, là non plus, la question démocratique. Cette seconde et ultime partie, qui sera truffée de mots-clés et de mots "magiques", s'apparentera à un voyage aussi bien dans les notes de service des managers que dans les journaux d'information des médias "mainstream", et nous conduira au bord du politique.

## L'offensive pratique contre la démocratie - Comment penser cette histoire ?

### 6.1. L'offensive pratique contre la démocratie

Elle commence (ou elle recommence ou elle s'accélère) au cours des années 1970.

Pourquoi les années 1970 ? Deux types de réponses peuvent être avancés :

- D'une part, à ce moment-là, le capitalisme est de nouveau confronté à de fortes contradictions. Les économies des pays occidentaux avaient nettement rebondi après la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale, dans le contexte de la reconstruction et des "Trente glorieuses", mais dès les années 1970 la profitabilité du capital a de nouveau décliné<sup>90</sup>, et elle n'a jamais remonté depuis. Seule la financiarisation de l'économie (qui se poursuit de nos jours) cache cette situation.

Emmanuel Brassat souligne ainsi qu'« ***aux marchés de consommation de masse, défailants, (le capitalisme a) substitué la spéculation sur les marchés financiers, sur les valeurs boursières : titres d'assurance et de crédit, obligations, actions, monnaies, matières premières. Il s'en est suivi une succession de crises, de dépressions et de périodes de relance, marquées par la crise financière*** »

<sup>90</sup> L'INSEE a repéré cette chute, à l'époque. Cf., dans les "Collections de l'INSEE", *Fresque historique du système productif*.

de 2008, où le capitalisme a évité de justesse une dépression comparable à celle de 1929<sup>91</sup> ».

- D'autre part, le contexte géopolitique a évolué. Les dirigeants des pays occidentaux pensent que la confrontation Est-Ouest va tourner à leur avantage, alors qu'au sortir de la guerre ils en étaient moins sûrs, ce qui les avaient conduits, dès avant la fin de la guerre, à adopter une attitude d'ouverture dans toute une série de domaines, comme l'économie, le social, les droits civiques et politiques ; ouverture à laquelle Alain Supiot a donné par la suite le nom d'« *esprit de Philadelphie* »<sup>92</sup> ; ouverture qui s'est prolongée, après la guerre, avec ce qu'on a appelé le « *compromis fordiste* ». L'idée générale était que pour ne pas jeter les peuples des pays occidentaux dans les bras des pays communistes les pays occidentaux devaient être "présentables". Dans les années 1970, les dirigeants occidentaux pensent que tout cela est obsolète.

---

<sup>91</sup> « *Économie de la connaissance, informatisation et transformations néolibérales des systèmes d'éducation en France* », in Martine Boudet (coord.), *SOS Ecole Université, Pour un système éducatif démocratique*, éditions du croquant, 2020

<sup>92</sup> Cf. Alain Supiot, *L'esprit de Philadelphie, La justice sociale face au marché total*, Seuil, 2010. Les grandes dates de l'esprit de Philadelphie :

- 10 mai 1944 : proclamation à Philadelphie de la première déclaration internationale des droits à vocation universelle,
- Juillet 1944 : Accords de Bretton Woods,
- Octobre 1945 : création de l'ONU,
- Décembre 1948 : proclamation de la déclaration universelle des droits de l'homme.

Notre survol commence donc dans les années 1970, aux États-Unis.

- Dans les années-là, aux États-Unis, la conflictualité sociale est élevée et violente. En outre, la révolte fiscale gronde. Ces événements conduisent le libéralisme à remettre en question le modèle démocratique. La référence incontournable, ici, est **La société ingouvernable** de Chamayou (cf. résumé sur le site des ADL/onglet "Séminaires").

L'idée s'impose, dit Chamayou <sup>93</sup>, de « *restreindre drastiquement les marges de manœuvre du pouvoir gouvernemental en matière sociale et économique* ».

- La constitution de Hayek<sup>94</sup>, nous l'avons vu, s'inscrit pleinement dans cette perspective. Chamayou la présente comme un paradoxe :

« **Paradoxe d'une destitution constitutionnelle ou d'une constitutionnalisation destituante** ».

- C'est sous cet éclairage (restreindre les marges de manœuvre du politique) qu'il faut comprendre l'incessante et entêtante offensive idéologique sur l'équilibre budgétaire et la lutte contre les déficits lancée au cours des années 1970, et qui court toujours.
- C'est sous cet éclairage aussi qu'il faut comprendre les critères de Maastricht : ils désarment les États.

<sup>93</sup> *La société ingouvernable, Une généalogie du libéralisme autoritaire*, La fabrique éditions, 2018.

<sup>94</sup> *La constitution de la liberté* a été publié en 1960.

- C'est sous cet éclairage enfin qu'il faut interpréter la construction européenne dans son ensemble, dont la visée est de déporter des pans entiers du champ politique pour les mettre hors de portée des peuples. Lippmann et Hayek ne s'y étaient pas trompés, qui appelaient l'Europe de leurs vœux dès les années 1940, dans l'idée même de mettre la démocratie hors de portée des peuples.

Les (néo)libéraux ont fait preuve d'une remarquable constance dans leur action. Voici une chronologie qui le montre. Une chronologie édifiante, pourrait-on dire. Nous allons en égrener les dates à tour de rôle :

- Le 11 septembre 1973, a lieu le coup d'Etat de Pinochet au Chili. Ce qui en fait un événement fondateur c'est le fait hautement significatif que le jour même du coup d'Etat les Chicago Boys étaient déjà sur place. Pendant, qu'en ville, les coups de feu fusaient, ils supervisaient au journal de droite El Mercurio l'impression de *"la brique"*, c'est-à-dire le programme d'action préparé par eux pour la junte. **« Les propositions contenues dans le document, dit Naomi Klein, ressemblaient à s'y méprendre à celles que formule Milton Friedman dans *Capitalisme et liberté* ».**
- 1974 : Hayek reçoit le prix Nobel d'économie (j'imagine qu'il a dû se dire : **« mon heure est venue, enfin... »**).
- Autre signal de l'offensive, dans le champ idéologique cette fois, c'est, en 1975, le rapport de la commission trilatérale<sup>95</sup> intitulé

---

<sup>95</sup> La commission trilatérale, créée en 1973, regroupe 300 à 400 personnalités influentes de l'Europe occidentale, de l'Amérique du nord, de l'Asie et du Pacifique.  
Pour en savoir plus : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Commission\\_trilatérale](https://fr.wikipedia.org/wiki/Commission_trilatérale)

***La crise de la démocratie, rapport sur la gouvernementalité des démocraties.***

Les auteurs dénoncent le « **déferlement démocratique** » qui risque « **de surcharger le système politique avec des revendications qui étendent ses fonctions et sapent son autorité** ».

Reformulation de Jacques Rancière : « **trop de démocratie, en somme, tue la démocratie** » !

Le remède de la Trilatérale : il faut en finir avec les mouvements sociaux, l'Etat keynésien et la démocratie sociale. Il faut que le *dèmos* se calme.

Il s'en est suivi, dit Chamayou dans ***La société ingouvernable***, une « **remobilisation intellectuelle et politique de grande ampleur** ».

- 1976 : Georges Friedman est nobélisé à son tour
- 1979 et 1981 : Thatcher et Reagan sonnent la charge
- 1981 : Thatcher affiche son admiration pour Hayek devant la Chambre des Communes.
- 1981-1984 : En France, la gauche se met très vite au diapason.
- 1992 : **Traité de Maastricht** (et ses critères de convergence).
- 1995 : le mouvement social contre les retraites est victorieux ; à ce jour, c'est le dernier mouvement revendicatif national victorieux.

- 1999 : Luc Boltanski et Ève Chiapello brossent en 850 pages, dans ***Le nouvel esprit du capitalisme***, un tableau d'ensemble des transformations du système des emplois et des conditions d'emploi intervenues dans les entreprises depuis l'après-guerre. On va le résumer d'une façon un peu cavalière : c'est la galère !<sup>96</sup>
- 2001 : attentats du 11 septembre. On a tous senti que ça allait être un tournant. Ce le fut, et bien au-delà de ce que nous pouvions imaginer. Quand l'attentat se produit, l'administration américaine a sous le coude le ***Projet pour un nouveau siècle américain***<sup>97</sup> (Pour le résumer : leadership américain réaffirmé – sécurisation des intérêts américains - dépenses militaires accrues – libre entreprise partout). Mais ses concepteurs savent que pour faire accepter par les peuples la mise en œuvre de ce processus de transformation il faudra ce qu'ils appellent « ***un événement catastrophique et catalyseur*** ». C'est dans ce contexte qu'interviennent les attentats du 11 septembre. La suite, vous l'avez peut-être un peu oubliée ; je vous la rappelle : déclaration de guerre le 7 octobre ; le Congrès vote le « ***Patriot Act*** » le 26 octobre 2001 ; dans la foulée, Bush crée le « ***Ministère de la sécurité intérieure*** », une sorte de police présidentielle (dont Trump a disposé récemment pour procéder à des enlèvements de militants de Black lives matter) ; « ***Stratégie de sécurité nationale*** » en septembre 2002 (Trump la réactualisera en 2017) ; Hausse vertigineuse des dépenses militaires en 2003. Je m'arrête là. L'une des caractéristiques de ces mesures est d'aller bien au-delà de la réponse à la situation

---

<sup>96</sup> Pour une fiche de lecture : <http://1libertaire.free.fr/Nvl%20Esprit%20Kapital%2003.html>

<sup>97</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Project\\_for\\_the\\_New\\_American\\_Century](https://fr.wikipedia.org/wiki/Project_for_the_New_American_Century)



créée par les attentats ; non seulement, elles créent les conditions institutionnelles et juridiques pour le fichage des individus, l'encadrement des libertés, etc., mais surtout elles mettent en œuvre, mais sans le dire, le *“Project for the New American Century”*. Bush aura l'occasion de récidiver dans cette gouvernamentalité d'un nouveau type, qui dégage les réformes par surprise, au moment où on s'y attend le moins, à l'occasion d'une autre catastrophe. Cette récidive aura lieu en 2005, à La Nouvelle-Orléans, à l'occasion de l'ouragan Katrina <sup>98</sup>. Cet exemple américain va percoler dans le monde entier. Comme les gouvernements ne peuvent plus engager des réformes aussi facilement qu'avant parce que la fabrication du consentement patine, alors, ils attendent une occasion propice, qui finit toujours par se présenter, et passent à l'action sous couvert de telle ou telle catastrophe ou de tel ou tel mouvement social. C'est comme ça que dans notre pays, au fil des catastrophes (naturelles ou sanitaires) ou des attentats, ont été votées, à un rythme de plus en plus soutenu, des lois sécuritaires et liberticides. Dernier exemple en date : le covid. Mais, continuons de parcourir les années...

- 2002, Jean-Marie Le Pen se qualifie pour le 2<sup>e</sup> tour de l'élection présidentielle. Les scores du FN ne vont plus aller qu'en augmentant.
- Commence une période, dans laquelle nous sommes encore, qui voit beaucoup de seconds tours d'élections tourner à des duels “bonnet blanc-blanc bonnet”. Commence aussi le face à face délétère entre la droite et l'extrême droite, la première nommée

---

<sup>98</sup> Cf. Naomie Klein, *La stratégie du choc*.

s'efforçant maintenant de siphonner la seconde, ce qui donne les politiques qu'on connaît, par exemple le ministère de l'identité nationale de Sarkozy.

- 2005 : Le "non" l'emporte au référendum sur le **Traité constitutionnel européen**, mais il sera allègrement piétiné deux ans plus tard, en 2007, avec le **Traité de Lisbonne**, disant la même chose que le TCE, mais sans en avoir l'air.
- En Grèce aussi, le suffrage universel sera piétiné.
- 2007 : A partir de Sarkozy, la gouvernementalité se fait encore plus autoritaire.
- 2012 : Hollande est élu président en ayant fait croire que son ennemi était la finance, mais il va faire des réformes antisociales importantes, qui donneront lieu à une répression d'un nouveau genre des mouvements sociaux, et qui vont faire perdre leurs dernières illusions aux sociaux-démocrates, -et aussi à leurs alliés.
- Mais ce ralliement de Hollande au libéralisme n'intervient, à vrai dire, qu'après bien d'autres ralliements. Tout au long de la période, en effet, les partis socialistes d'Europe se sont ralliés au néolibéralisme les uns après les autres.

Juste un exemple. C'est le bras droit de Tony Blair qui déclare en 2002 : « **Nous sommes tous thatchériens, maintenant !** ».

- 2012 : **Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance**, que Merkel qualifiera de « **contraignant et éternel** ». Il s'agit d'inscrire dans les constitutions des pays

membres les critères de Maastricht et de les rendre inabrogeables.

- 2012 encore : le ***Mécanisme européen de stabilité***, soi-disant destiné à assurer la stabilité de la zone euro, est en fait « ***un subterfuge juridique pour obliger les contribuables à renflouer les banques à perpétuité*** »<sup>99</sup>.
- 6 juillet 2015 : Der Spiegel fulmine :

« ***Si quelqu'un voulait encore une preuve du danger que font peser les référendums sur le fonctionnement des démocraties modernes, la voilà !*** ».

Quel est le problème ? La veille, les électeurs grecs, convoqués à un référendum, ont rejeté à 61% les propositions de la Troïka (UE, BCE et FMI) pour sortir de la crise de la dette publique grecque. Ce référendum<sup>100</sup> était une initiative d'Alexis Tsipras suite à l'échec des négociations. De son côté, Jean-Claude Juncker déclare : « ***Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens*** ». Yanis Varoufakis indiquera, quant à lui, que pour Wolfgang Schäuble « ***les règles ont un caractère divin*** ». Le parlement grec va voter les mesures d'austérité un peu plus tard, et Tsipras démissionnera en août.

- 2017 : un candidat sorti de nulle part se fait élire à l'issue d'une campagne menée au pas de charge sur le thème « ***ni droite, ni gauche*** ». Macron s'inscrit dans la continuité que nous venons de déplier et l'aggrave considérablement, nous faisant gravir

<sup>99</sup> Susan George, in « ***Cette fois, en finir avec la démocratie*** », ***Le rapport Lugano II***, Seuil, 2012.

<sup>100</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Référendum\\_grec\\_de\\_2015#Conséquences](https://fr.wikipedia.org/wiki/Référendum_grec_de_2015#Conséquences)

plusieurs degrés dans le néolibéralisme autoritaire, de sorte qu'on peut dire qu'aujourd'hui la démocratie est en question comme jamais.

Depuis un siècle, pour le capitalisme, la question démocratique est donc sur la table. Lippmann la remet en question dès les années 1920-1930. Hayek fait de même après la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale. En 1975, le rapport de la *Trilatérale* sonne l'heure des travaux pratiques. Nous y sommes depuis un demi-siècle, maintenant. *Lento*, tout d'abord... puis *adagio*... *moderato* ensuite... suivi de *allegro* et, - maintenant, -de *presto*.

## 6.2. Comment penser cette histoire ?

Comment embrasser le siècle écoulé sur cette question de la démocratie, tant du point de vue des évolutions économiques et sociales que des contributions intellectuelles ? Quel rôle des évolutions économiques et sociales ? Quel rôle des intellectuels ? Quels concepts pour penser ce qui se passe ?

Je vais faire appel pour répondre à ces ultimes questions à trois chercheurs contemporains, dont j'ai utilisé les travaux au cours de mes pérégrinations :

- Wendy Brown, professeure de science politique à l'Université de Berkeley, auteure de ***Défaire le dèmos, Le néolibéralisme, une révolution furtive***, éditions Amsterdam, 2018

- Grégoire Chamayou, agrégé de philosophie, chercheur au CNRS Cerphi ENS Lyon, auteur de :
  - ***La société ingouvernable, Une généalogie du libéralisme autoritaire***, La fabrique éditions, 2018
  - ***Du libéralisme autoritaire***, éditions Zones, 2020
- Barbara Stiegler, professeure de philosophie politique à l'Université Bordeaux Montaigne, auteure de :
  - ***Il faut s'adapter, Sur un nouvel impératif politique***, Gallimard, 2019
  - ***Du cap aux grèves, Récit d'une mobilisation, 17 novembre 2018-17 mars 2020***, Verdier, 2020

Au passage, j'attire votre attention sur ce fait qu'en l'espace de trois ans cinq ouvrages importants (à mes yeux) sont parus sur le thème qui nous occupe. Des condensés de trois de ces cinq ouvrages sont à votre disposition sur le site des Amis de la liberté (onglet "Séminaires").

**1 - La première thématique intégrative<sup>101</sup> de tout ce que nous avons pu dire en cinq conférences est celle de la « Grande Société » (« Great Society »)** ; société globalisée/mondialisée/en cours de mondialisation ; appelez-la comme vous voulez : société moderne, société développée, société technologique, société ouverte... Du moment que votre expression connote du "big", de l'"open", du "global", de la mobilité (de l'agilité, ils disent) ou de l'imprévisible, ou bien encore de l'ubris, ça pourra le faire... Amusez-

---

<sup>101</sup> Cédric Durand, économiste à l'Université de Sorbonne Paris-Nord et à l'Université de Genève, parle, pour sa part, de *centre cognitif de convergence des subjectivités*.

vous à traquer des termes de ce genre dans la bouche des hommes politiques et des médias “mainstream”, vous ne serez pas déçus...

**2 - Cette Great Society, disent les néolibéraux, a fait de nous des individus profondément et irrémédiablement inadaptés,** accrochés comme des berniques aux situations familières, incapables de voir plus loin que le bout de leur nez, en retard, à la ramasse, à côté de la plaque... Même conseil : traquez ce que disent vos hommes politiques et vos médias mainstream...

3 - Les deux premières idées conduisent à une troisième, relative à la démocratie, que je vais subdiviser en deux items :

**3a - Impossible de demander au peuple comment naviguer dans cette Grande Société.** Impossible de lui demander de participer à la définition du cap à suivre. Borné comme il est, notre survie serait en jeu. C’est aux experts qu’il faut demander ce genre de choses. Ce cap, évidemment, sera celui d’une « *compétition juste* », ouverte à tous avec un maximum d’« *égalité des chances* ». Traquez...

**3b - Une fois le cap défini par ceux qui savent, il faut faire la « pédagogie des réformes » auprès du peuple.** C’est l’objet d’une nouvelle industrie : la « *fabrication du consentement* » (« *manufacture of consent* ») opérée en étroite liaison avec les médias mainstream. Si le peuple ne comprend pas, il faut persévérer dans la pédagogie ; et s’il ne comprend toujours pas, il ne reste plus que la matraque. Le conseil : ...

**4 - L'homo oeconomicus** - La thématique de la Grande Société, indissociable de celle de la globalisation et de la mondialisation, conduit à mettre au premier plan l'économie, et avec elle l'échange, le marché, la concurrence. La Grande Société est une société d'**homo oeconomicus**. Exit l'**homo politicus**. Place à la gouvernance, au nouveau management et (dans l'Etat) au « **New public management** ». La France devient une « **start-up nation** ». Exit la vertu civique; place à l'esprit d'entreprise et à l'individu entrepreneur de soi; entrepreneur de soi et responsable, évidemment. Je renvoie, ici, à Wendy Brown. Traquez...

**5 - La mise au premier plan du marché, de la concurrence, de la globalisation, etc. fait aussi advenir une thématique entêtante,** celle du risque, de la compétitivité, de la maîtrise des coûts (en particulier le coût du travail), de la côte de crédit, des gains et des pertes, du déficit budgétaire, de la glorieuse incertitude des affaires, de la crise, de la dette, de l'adaptation des effectifs, de la gestion de la pénurie et, en fin de compte, de l'austérité. Traquez...

**6 - Les cinq premières idées réunies conduisent à cette sixième idée : la démocratie n'est pas du tout raccord avec la Grande Société.** Ni l'homo oeconomicus "à la ramasse", ni les règles du jeu économique, ni le contexte de la mondialisation ne permettent de continuer à trainer cette utopie obsolète. L'heure est venue de la « **dédémocratisation** », ainsi que la nomme Wendy Brown.

Wendy Brown écrit, à cet égard, dans **Défaire le démos**, que « **la rationalité politique néolibérale compromet (les**

*progrès de l'idée démocratique) par l'élimination de l'idée même de dèmos, par le triomphe d'homo oeconomicus sur homo politicus, par l'hostilité à l'égard de la politique et l'économisation des termes de la démocratie libérale, ainsi que par le remplacement des valeurs juridiques démocratiques libérales et de la délibération publique par la gouvernance et le nouveau management ».*

Un peu plus loin, elle constate pour le regretter que « *la menace que le néolibéralisme représente pour la démocratie suscite bien moins d'inquiétude* » que ses effets catastrophiques sur la vie des gens. Or, précise-t-elle, si on renonce à gouverner soi-même, il n'y a qu'une seule autre alternative disponible, c'est d'être gouverné par les autres...

Là aussi, vous pouvez vous amuser à "scanner" les discours politiques et les médias. Regardez comment le Parlement est traité depuis des années, et surtout depuis trois ans. Regardez la multiplication des conseils de défense confidentiels en lieu et place des conseils des ministres ou des réunions interministérielles...

Et puisque nous parlons de l'Etat...

**7 - Et l'Etat dans tout ça ?** Ce qui est globalement attendu de lui, c'est de se mettre au service de la Grande Société ; de cette Grande Société emportée dans le flux infernal de la mondialisation. Mais, au-delà de cette attente générale, deux demandes bien différentes, on pourrait "orthogonales", lui sont adressées, qui contribuent à ne pas rendre évidente l'interprétation des rapports entre l'Etat et les milieux économiques et financiers :



**7a - La 1<sup>ère</sup> demande faite à l'Etat est de s'occuper le moins possible d'économie.** Dans toute la mesure du possible, il doit rester à la porte des entreprises et des marchés. Si l'Etat intervenait de manière débridée dans tous les domaines, cela ne pourrait que le mettre à la portée des lobbys de toutes sortes, et diriger vers lui une multitude de mécontentements, lesquels mécontentements viendraient s'ajouter à ceux dont l'Etat est déjà l'objet, et depuis longtemps, en raison de la kyrielle de réformes économiques et sociales dévastatrices qu'il a faites au fil des décennies dans le contexte d'austérité.

**7b - Et nous en arrivons, à ce stade du raisonnement, à la seconde demande exprimée à l'Etat, c'est d'être un « Etat-gendarme » à différents niveaux**

- En premier lieu, il doit prévoir et organiser les conditions institutionnelles et juridiques du fonctionnement de l'économie, des entreprises, des marchés, de la **« concurrence libre et non faussée »**. Il a, dans ce domaine, une capacité d'initiative propre, et il doit aussi acclimater au niveau national les directives européennes.
- En deuxième lieu, et d'une manière plus générale, il doit aussi imposer le respect de l'ensemble des règles de droit de toutes sortes qu'il édicte.
- En troisième lieu, enfin, il doit assurer l'ordre dans la société. Dans tous ces domaines, il doit être présent et fort. Il doit avoir les mains libres. C'est aussi pour cette raison que la **« dédémocratisation »** (en l'occurrence, essentiellement la dégradation de l'Etat de droit) s'impose, sachant que, quoi

qu'il en soit, il doit savoir faire usage, en dernier ressort, de la « **violence légitime** ».

Cette question du cahier des charges de l'Etat vis-à-vis de l'économie et de la société est posée depuis que la réflexion sur le libéralisme est engagée. Elle a souvent donné lieu à des incompréhensions et à des malentendus, et il a souvent fallu repréciser les choses.

Chamayou rappelle ainsi ce que Carl Schmitt, célèbre juriste, disait en novembre 1932 à un parterre de patron allemands. Il leur disait au fond ceci (Chamayou reformule) : « ***Vous voulez "libérer" l'économie, vous voulez en finir avec l'interventionnisme de l'Etat social*** {« le pognon de dingue »}, ***avec une dépense publique excessive, avec les charges fiscales qui s'ensuivent, avec ce droit du travail qui vous entrave, etc. C'est entendu. Mais il faut bien vous rendre compte que, pour obtenir cela, c'est-à-dire un certain retrait de l'Etat hors de l'économie, il va vous falloir tout autre chose qu'un Etat minimal et neutre*** ».

Il va falloir autre chose qu'un "Etat minimal et neutre", effectivement ; il va falloir, dit Schmitt, un Etat fort, capable de museler les oppositions sociales et politiques, mais dont le conférencier assure à son auditoire que la puissance s'arrêtera à la porte des entreprises et des marchés.

Ce qui est tout aussi intéressant que ce texte de Schmitt, c'est la réplique qu'un autre célèbre juriste allemand, Hermann Heller, celui-là proche du SPD, adresse à Schmitt quelques semaines plus tard, en mars 1933 (Hitler est chancelier de la République de

Weimar depuis le 30 janvier). Chamayou la reconstruit, là aussi, et la commente en deux points. Vous allez voir à quel point ces propos de 1933, qui nous amènent au bord du politique, sont toujours actuels :

Premier point.

*« 1 - Sur quoi va se fonder l'autorité de l'Etat fort ? A en croire ses défenseurs, sur le président du Reich, lui et uniquement lui, seul responsable devant Dieu. On est autrement dit en présence d'une conception autocratique de l'autorité politique, qui prétend ne l'asseoir que sur elle-même. Or, cette conception ne s'oppose pas, comme on voudrait nous le faire croire, à l'absence d'autorité, mais bien plutôt au fondement démocratique de celle-ci. Heller estime en effet que le piège, face aux partisans d'un Etat autoritaire, serait de se laisser enfermer dans un débat stérile entre autorité et laxisme - une antithèse trompeuse en ce qu'elle entérine le présupposé contestable qu'un pouvoir démocratique serait nécessairement dépourvu d'autorité politique. L'erreur de la gauche, confrontée à ce tournant autocratique, a été de se cantonner dans son rôle de défenseuse des droits contre les abus de pouvoir. Or, ce positionnement défensif, axé sur la sauvegarde des droits et des libertés, aussi nécessaire soit-il, reste insuffisant. Pour mettre à mal le "libéralisme autoritaire", il faut lui disputer le terrain du pouvoir ».*

Second point.

*« 2 - Cette autorité autocratique, quelle va, ensuite, être son extension ? Jusqu'où est-elle censée aller ? Les partisans de cet Etat total fort veulent-ils réellement un pouvoir sans limite ? Non, absolument pas, clarifie Heller. Cela, cette "rêverie exaltée", ils la laissent à*

*d'autres, sur leur droite. Les Papen<sup>102</sup> ou les Schmitt, eux, savent bien que le pouvoir en question ne peut pas être total. Heller nous adresse ici un autre conseil de méthode : face à un pouvoir autoritaire, ne pas se laisser abuser par l'image totalisante qu'il projette de lui-même ; ne pas postuler qu'il exercerait une emprise absolue, intégrale et uniforme ; être attentif, au contraire, à ses bornes, à ses manques et à ses disparités. La bonne question à poser est celle-ci : cet Etat "autoritaire", envers qui au juste l'est-il, et avec qui ne l'est-il pas ? ».*

*« La pierre de touche réside dans le rapport que cet Etat entretient avec l'ordre économique ». (Comme le dit Heller, en effet), dès que l'on en vient « à parler d'économie, l'Etat "autoritaire" renonce entièrement à son autorité, et ses porte-parole soi-disant "conservateurs" ne connaissent plus d'autre mot d'ordre que celui-ci : liberté de l'économie par rapport à l'Etat ! ». Cet appel au retrait de l'Etat hors de l'économie se révèle lui aussi à géométrie variable, car cela n'implique pas, bien sûr, que l'Etat pratique « l'abstinence dans la politique de subventions accordées aux grandes banques, aux grands industriels et aux gros exploitants agricoles, mais bien plutôt qu'il procède au démantèlement autoritaire de la politique sociale ».*

*Derrière l'"Etat total qualitatif" encensé par Schmitt se profile donc autre chose : un Etat fort-faible. Fort, commente Wolfgang Streeck<sup>103</sup>, « contre les revendications démocratiques de redistribution » sociale, mais « faible dans sa relation au marché ». Un Etat fort avec les faibles, et faible avec les forts. Et c'est*

<sup>102</sup> Prédécesseur de Hitler à la chancellerie ; il lui a facilité l'accès au pouvoir.

<sup>103</sup> « Heller, Schmitt and the Euro », in *European Law Journal*, vol. 21, n° 3, mai 2015. Streeck est un sociologue allemand (1946 - ). Pour en savoir plus : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Wolfgang\\_Streeck](https://fr.wikipedia.org/wiki/Wolfgang_Streeck)

*cette asymétrie - celle d'une politique de classe - qui en constitue le cœur. La stratégie fondamentale du libéralisme autoritaire se résume ainsi : procéder à une « désétatisation de l'économie » et à un « retrait de l'Etat (...) hors de la politique sociale » par le biais d'une « étatisation dictatoriale » du champ politique ».*

Ces lignes ont quatre-vingt-dix ans au compteur, et pas une ride...

Nous vous remercions de votre attention.

Nous vous avons livré nos conclusions, mais le séminaire n'est pas terminé pour autant, puisque les conférences de Dominique Bendo Soupou (***La question de la démocratie réelle***) et Maria Donzelli (***Quelles perspectives pour la tenue de la démocratie en Italie ?***) restent à reprogrammer. Ce sera sans doute en mars. Nous vous tiendrons informés par les canaux habituels.

A bientôt, donc.